

## **Banques : l'inaction nous coûte de plus en plus cher**

*Nicolas Véron, économiste au sein du "think tank" Bruegel (Bruxelles), chercheur invité au Peterson Institute for International Economics (Washington)*

Mai 2010

**La crise européenne résulte de la confluence de trois défis majeurs. Un défi budgétaire : certains États ont mal géré leurs finances, sans que le pacte de stabilité y ait changé grand-chose. Un défi de compétitivité : dans plusieurs pays, croissance et bulles immobilières ont masqué des pertes de performance qui ne peuvent désormais être comblées que par des réformes structurelles douloureuses. Un défi bancaire, moins visible mais qui a été au coeur des événements spectaculaires du mois de mai.**

Le risque de contagion, au nom duquel les pays de la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) ont accepté de renflouer la Grèce sans restructuration de sa dette, ne se limite pas aux marchés d'obligations souveraines de l'Espagne et du Portugal. Ce qui a réellement terrorisé les responsables européens, et qui les a poussés à l'action lors du week-end des 8-9 mai, est le risque d'une contagion par le système bancaire. Si la Grèce avait fait défaut, certaines banques d'Europe occidentale auraient pu se retrouver insolvables, engageant une réaction en chaîne à la Lehman Brothers. Le déclencheur réel du plan de sauvetage a été le grippage des marchés interbancaires vendredi 7 mai, qui indiquait la possibilité d'une panique la semaine suivante.

Or ce risque, qui est indissociable de l'état de fragilité générale dans lequel se trouve le système bancaire européen au moins depuis octobre 2008, peut être aggravé par certains effets pervers du plan de sauvetage mis en place à cette date. Si les banques européennes avaient été plus fortement capitalisées, d'autres options auraient pu être envisagées, y compris une restructuration de la dette grecque qui pourrait bien avoir lieu de toute façon et dont le coût potentiel ne fait qu'augmenter avec le temps. Mais l'état de sous-capitalisation de certaines banques (pas toutes, heureusement, mais sans doute un bon nombre) ne permettait pas de prendre ce risque. Le problème, c'est que nous ne savons même pas exactement où sont les maillons faibles.

Pourtant, les crises bancaires systémiques du passé nous enseignent que le seul moyen de sortir de l'ornière serait un processus de "triage" dans lesquelles les banques les plus fragiles sont publiquement identifiées, et restructurées ou liquidées par les autorités publiques si le marché ne peut pas leur fournir les capitaux dont elles ont besoin. Les États-Unis ont conduit un processus de ce type il y a un an avec leurs "stress tests", critiqués à l'époque mais très efficaces avec le recul. Hélas, l'Union européenne (UE) n'a rien fait de tel, pour plusieurs raisons.

Les dirigeants politiques, y compris français et allemands, sont sous influence excessive d'une communauté bancaire nationale prête à tout pour cacher les mauvaises nouvelles. En même temps, ils adoptent une rhétorique virulente anti-finance et anti-marché, rendant à peu près impossible la pédagogie publique qui permettrait d'expliquer aux électeurs comment rétablir la solidité du système. Les autorités de surveillance, quant à elles, ne veulent guère rendre de comptes pour les échecs massifs de leur supervision au cours de la décennie écoulée. Le nationalisme économique, conjugué au cadre juridique communautaire, fait craindre que la révélation des faiblesses de certains "champions" bancaires en fasse des cibles d'acquisition pour des "étrangers" d'autres pays européens ; pour cette raison, le processus de triage doit probablement être mené au niveau supranational pour être efficace, ce qui le rend d'autant plus ardu. Les institutions de l'UE n'ont pas actuellement la capacité correspondante, en dépit des efforts de la Banque centrale européenne, qui n'a pas de mandat de

surveillance des banques, et de la DG Concurrence à la Commission, qui n'a pas non plus de mission prudentielle et ne peut agir que sur des cas individuels d'aides d'État.

Barack Obama notait l'an dernier que "l'interaction politique en Europe n'est pas si différente du Sénat aux États-Unis [...] chacun [des États membres] a ses sujets particuliers et ses problèmes politiques particuliers". Hélas, les choix douloureux qu'exige la restructuration du système bancaire ne peuvent venir de l'actuel processus diplomatique qui préside aux destinées de l'UE, et nécessiteraient un mécanisme de décision exécutive plus centralisé qui n'existe pas aujourd'hui.

La remise en état du système bancaire européen est devenue au moins aussi urgente que l'ajustement budgétaire, et aussi importante pour la stabilité de l'euro que les réformes de la gouvernance budgétaire. Une incapacité à la mener à bien avant l'expiration du nouveau mécanisme de stabilisation dans trois ans pourrait avoir des conséquences désastreuses. Le compte à rebours a commencé.

Publié dans La Tribune : <http://www.latribune.fr/opinions/20100525trib000512275/banques-l-inaction-nous-coute-de-plus-en-plus-cher.html>